ALTAROCCA RENDEMENT 2022

Fonds commun de placement de droit français

AltaRocca Asset Management

15/19 avenue de Suffren - 75007 Paris

PROSPECTUS

ALTAROCCA RENDEMENT 2022

I - CARACTERISTIQUES GENERALES

I.1 - Forme de l'OPCVM

- **Dénomination :** ALTAROCCA RENDEMENT 2022
- **Forme juridique et Etat membre dans lequel l'OPCVM a été constitué :** Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français (ci-après, le « **Fonds** ») créé en France.
- **Date de création et durée d'existence prévue :** le FCP a été agréé le 7/11/2014. Le FCP a été créé le 14 août 2015. Une fois l'échéance du 31 décembre 2022 atteinte, le FCP fera l'objet d'une fusion, d'une dissolution ou d'une transformation après agrément de l'AMF. Les investisseurs en seront informés par notification envoyée au plus tard le 30 septembre 2022.
- **Synthèse de l'offre de gestion :**

Parts	Caractéristiques					
	Codes ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Souscription initiale minimale	Décimalisation
Part R	FR0012243624	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux personnes physiques	100€	Millième de part
Part D	FR0012243632	Distribution	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux personnes physiques	100€	Millième de part
Part I (1)	FR0012243640	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs institutionnels	500 000€*	Millième de part
Part ID (2)	FR0013042132	Distribution	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs institutionnels	500 000€*	Millième de part
Part IXL	FR0013154473	Capitalisation	Euro	Investisseurs institutionnels	5 000 000 €	Millièmes de part

(1) et (2) : à l'exception de la Société de Gestion ou des fonds gérés par la Société de Gestion pour lesquels aucun minimum d'investissement n'est requis.

- **Lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :**

Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

ALTAROCCA AM

15/19, avenue de Suffren – 75007 Paris

E-mail : contact@altaroocca-am.fr

Contact où des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaire par courrier à :
ALTAROCCA AM
15/19, avenue de Suffren – 75007 Paris
E-mail : contact@altaroocca-am.fr

II - Les acteurs

1- Société de Gestion :

ALTAROCCA AM

SAS (ci-après la « Société de Gestion »).
15/19, avenue de Suffren – 75007 Paris.

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers le 09/12/2013 sous le n° GP-13000038.

2- Dépositaire, Conservateur, Etablissement en charge de la tenue de passif par délégation de la Société de Gestion :

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin – 75002 Paris.

Adresse postale : Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère – 93500 Pantin.

Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

Il assure les fonctions de dépositaire, de conservateur des actifs en portefeuille et est en charge de la réception des ordres de souscription et de rachat ainsi que de la tenue des registres des parts du Fonds.

Identité du Dépositaire de l'OPCVM

Le Dépositaire de l'OPCVM est BNP Paribas Securities Services SCA, une filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le "Dépositaire"). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2ème, 3, rue d'Antin.

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous- délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :

<http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-and-trustee-serv.html>

Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

Rémunération de la société de gestion :

L'enveloppe globale des rémunérations variables est fixée par la société de gestion au regard de différents critères en ce compris les performances financières de la société de gestion au titre de l'année écoulée. Le Comité de surveillance valide les propositions de la Direction de la société de gestion relatives au montant total des rémunérations réparties entre les rémunérations fixes et variables, dans le respect de la séparation absolue entre la composante fixe et la composante variable de la rémunération.

Le montant total des rémunérations variables est déterminé en tenant compte de l'ensemble des risques. Le montant de la rémunération variable est ensuite individualisé et déterminé en fonction de la performance de chaque collaborateur évalué en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs (afin de mesurer ses compétences, sa fiabilité, son autonomie et plus globalement son adéquation avec le poste occupé). Cette performance est notamment formalisée au travers l'entretien d'évaluation annuelle.

Des informations complémentaires sur les rémunérations fixes et variables versées par la société de gestion à son personnel peuvent être obtenues par les porteurs des fonds, sur demande par courrier, auprès du service Compliance de la société de gestion.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez adresser votre demande à <https://www.altarocca-am.fr>.

3- Commissaire aux comptes :

PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit

Signataire : Monsieur Didier Bénâtre
2, rue Vatimesnil 92532 Levallois-Perret

4- Commercialisateur :

PRIMONIAL

15/19, avenue de Suffren – 75007 Paris.

La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive dans la mesure où, notamment, le Fonds est admis à la circulation Euroclear. Ainsi, certains commercialisateurs peuvent ne pas être mandatés ou connus de la Société de Gestion.

5- Délégué de la gestion comptable :

BNP PARIBAS SECURITES SERVICES France

S.C.A ayant son siège social : 3, rue d'Antin - 75002 Paris.

Adresse postale : Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93500 Pantin

Le délégué de la gestion comptable assure les missions qui lui ont été confiées par la société de gestion et définies par contrat. Plus particulièrement, il tient la comptabilité du Fond et, calcule la valeur liquidative. Conseiller externe : néant

6- Centralisateur :

ALTAROCCA AM

SAS (CI-APRÈS LA « SOCIÉTÉ DE GESTION »).

15/19, AVENUE DE SUFFREN – 75007 PARIS

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers le 09/12/2013 sous le n° GP-13000038.

7- Etablissement en charge de la réception des ordres de souscription et rachat :

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin - 75002 Paris.

Adresse postale : Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93500 Pantin

Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

III - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

Caractéristiques générales

1. Caractéristiques des parts :

a) Nature du droit attaché à la catégorie de parts :

Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

b) Inscription à un registre :

Dans le cadre de la gestion du passif du fonds, les fonctions de centralisation des ordres de souscription et de rachat, ainsi que la tenue de compte émetteur des parts sont effectuées par le dépositaire BNP Paribas Securities Services en relation avec la société Euroclear France, auprès de laquelle le fonds est admis.

c) Droit de vote :

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par la Société de Gestion.

La politique de vote de la Société de Gestion peut être consultée au siège de la Société de Gestion et sur le site internet <http://www.altarocca-am.fr/>, conformément à l'article 314-100 du Règlement Général de l'AMF. Le rapport relatif à l'exercice des droits de vote par la Société de Gestion est tenu à disposition des porteurs auprès de la Société de Gestion.

d) Forme des parts : Au porteur.

e) Décimalisation éventuellement prévue (fractionnement) :

Les souscriptions et rachats s'effectuent en millièmes de parts dites « fractions de parts » pour la « Part R », la « Part D » et pour la « Part I ». Les ordres peuvent donc porter que sur une fraction de part.

2. Date de clôture de l'exercice :

Dernier jour de bourse du mois de septembre

Date de clôture du 1er exercice : 30 septembre 2016.

3. Indication sur le régime fiscal :

Le présent prospectus n'a pas vocation à résumer les conséquences fiscales attachées, pour chaque investisseur, à la souscription, au rachat, à la détention ou à la cession de part(s) du Fonds. Ces conséquences varieront en fonction des lois et des usages en vigueur dans le pays de sa résidence, de domicile ou de constitution du porteur de part(s) ainsi qu'en fonction de sa situation personnelle.

Selon votre régime fiscal, votre pays de résidence, ou la juridiction à partir de laquelle vous investissez dans ce Fonds, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts du Fonds peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de consulter un conseiller fiscal sur les conséquences possibles de l'achat, de la détention, de la vente ou du rachat des parts du Fonds d'après les lois de votre pays de résidence fiscale, de résidence ordinaire ou de votre domicile. La Société de Gestion et les commercialisateurs n'assument aucune responsabilité, à quelque titre que ce soit, eu égard aux conséquences fiscales qui pourraient résulter pour tout investisseur d'une décision d'achat, de détention, de vente ou de rachat des parts du Fonds.

Dispositions particulières

1. Code ISIN Part R : FR0012243624
Code ISIN Part D : FR0012243632
Code ISIN Part I : FR0012243640
Code ISIN Part ID : FR0013042132
Code ISIN Part IXL : FR0013154473

2. **OPCVM d'OPC** : jusqu'à 10% de l'actif net

3. Objectif de gestion :

L'objectif de gestion est d'obtenir une performance nette supérieure à celle des obligations libellées en euros émises par l'Etat français à échéance 2022, sur un horizon de placement de 8 ans, soit de la date de création du Fonds au 31 décembre 2022.

Le Fonds cherche à profiter de rendements actuariels attractifs sur les obligations convertibles et/ou sur les obligations d'émetteurs privés.

A titre d'information, au 12 février 2016, le taux de rendement actuariel de cette OAT était de 0,13%.

4. Indicateur de référence :

Le Fonds n'a pas d'indicateur de référence.

En effet, la durée de vie moyenne du portefeuille obligataire du Fonds est d'environ 7,5 ans à compter de la date de sa création. Cette durée moyenne diminue chaque année.

5. Stratégie d'investissement :

Stratégies utilisées :

La stratégie d'investissement du Fonds consiste à gérer de manière active et discrétionnaire un portefeuille composé principalement de titres de créances d'émetteurs dont le siège social est situé en Europe ou dont l'activité se situe en Europe (obligations convertibles, obligations classiques), principalement émis par des émetteurs privés. Cette stratégie sera déployée de façon double :

- 3- 70% de l'actif net (à la fin de la période de souscription) sera investi sur les obligations classiques à taux fixe ou taux variable ayant une échéance d'au plus 6 mois après le 31/12/2022 (maturité finale du produit ou options de remboursement anticipés au gré du Fonds) avec pour objectif d'optimiser le taux actuariel moyen de ce segment du portefeuille à l'échéance du 31/12/2022 en sélectionnant les émetteurs présentant la probabilité de défaut la moins importante eu égard au rendement apporté et à l'analyse fondamentale des différents facteurs de risque inhérents à ceux-

ci. Cette poche est gérée dans l'optique d'une détention jusqu'à l'échéance avec toutefois des possibilités d'arbitrages en cours de vie.

- 4- 30% de l'actif net (à la fin de la période de souscription) sera investi sur titres de créance de tout type : des obligations convertibles, échangeables, obligations financières, obligations corporate hybrides, obligations à taux variable, obligations perpétuelles et autres titres assimilés pour bénéficier de toutes opportunités obligataires en fonction de la conjoncture de marché et pouvoir si besoin combiner le potentiel de l'action sous-jacente avec des critères techniques tels qu'une volatilité implicite faible comparée à la volatilité historique, une forte convexité, un rendement élevé.

Cette répartition 70% - 30% s'entend comme un objectif à la fin de la période de souscription et pourra évoluer au cours de la vie du portefeuille notamment en fonction de l'évolution des valorisations des différentes lignes qui le composent.

La première période d'investissement du fonds arrivera à échéance le 31 décembre 2022. En fonction des opportunités de marché qui prévaudront et préalablement à l'échéance de la première période d'investissement, la société de gestion pourra décider de mettre en place une seconde période d'investissement.

Afin de réaliser son objectif de gestion, le Fonds cherche :

1- à optimiser le taux actuariel moyen du segment obligataire classique à l'échéance du 31 décembre 2022 et à sélectionner les émetteurs présentant la probabilité de défaut la moins importante eu égard au rendement apporté et à l'analyse fondamentale des différents facteurs de risque inhérents à ceux-ci.

2- à bénéficier de toutes opportunités du marché obligataire en fonction de la conjoncture de marché.

3- à protéger les investisseurs du risque de taux souverain grâce à la mise en place discrétionnaire d'une couverture de ce risque. L'investisseur sera donc exposé à plusieurs types de risques (taux, crédit et actions) de par l'investissement du fonds dans des obligations convertibles.

L'analyse fondamentale des émetteurs effectuée par la société de gestion reposera principalement sur l'analyse des comptes sociaux des émetteurs (ratios de crédit, de liquidité et de profitabilité), de leur position concurrentielle face aux marchés dans lesquels ils évoluent et des risques sous-jacents à leur activité et à leur environnement (risque pays, management, transparence de l'information et risques réglementaires).

La société de gestion pourra établir un tableau des flux de trésorerie prévisionnels qui viendra compléter son analyse fondamentale et lui permettra ainsi d'apprécier pleinement le risque afférent à l'émetteur.

L'allocation entre les notations des différents émetteurs sera la suivante :

- de 0 % à 100 % de l'actif net en titres spéculatifs à haut rendement (« *High Yield* » : titres dont la notation est inférieure ou égale à « BBB- » selon l'agence de notation Standard & Poor's ou toute notation équivalente selon Moody's et Fitch) ;
- la sélection des titres sera limitée aux titres de notation supérieure à « B- » au moment de l'investissement;
- de 0 % à 100 % de l'actif net en titres non notés.

L'analyse de la qualité de crédit des titres ne repose pas exclusivement ou mécaniquement sur les notations de crédit émises par des agences de notation mais également sur l'analyse fondamentale des émetteurs qui est réalisée par la société de gestion. La notation s'apprécie lors de l'acquisition des titres.

Le risque de taux souverain fait l'objet d'une couverture réalisée de façon discrétionnaire selon les anticipations du gérant.

Zone géographique du siège social des titres auxquels le Fonds est exposé :

- de 0 à 100% de l'actif net en pays OCDE (toutes zones, dont minimum 50% de l'actif net en pays du continent européen),
- de 0 à 30% de l'actif net en pays hors OCDE.

Les pays du continent européen sont les suivants : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azebaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kosovo, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, République de Macédoine, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie, Ukraine, Vatican.

Lorsque les conditions de marché seront jugées défavorables par le gérant de manière totalement discrétionnaire, le fonds pourra être investi jusqu'à 100 % de son actif net en titres jugés de qualité « *Investment Grade* » par la société de gestion (notation supérieure ou égale à « BBB- » selon l'agence de notation Standard & Poor's ou toute notation équivalente Moody's et Fitch) sous forme d'obligations convertibles, d'obligations, de titres de créances et/ou d'instruments du marché monétaire.

A l'issue de la période de souscription, le fonds respectera les contraintes suivantes :

- 3 % maximum par ligne pour tous les titres en portefeuille ;
- 5 convictions fortes dont la pondération n'excède pas 5 % du portefeuille ;
- de 50 à 100 lignes.

Ces principes de répartition et de diversification, tant sur le nombre d'émetteurs que sur les notations de ces derniers, seront amenés à évoluer durant la vie du Fonds en fonction des opportunités de marché. Ils ne sauraient, par conséquent, être considérés comme des limites aux choix discrétionnaires de gestion des gérants.

Compte tenu de la stratégie de gestion mise en œuvre, le profil de risque du fonds évoluera dans le temps. Au fur et à mesure des remboursements des obligations, et à l'approche de la fin de la période d'investissement, l'exposition du fonds aux obligations et obligations convertibles décroît.

En raison de l'arrivée à échéance des titres en portefeuille ou en raison d'événements de marché, le gérant privilégiera les investissements dans les instruments du marché monétaire (titres en direct et/ou OPC investissant eux-mêmes dans des instruments du marché monétaire) et/ou aura recours aux acquisitions temporaires de titres.

La fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt, à l'intérieur de laquelle le Fonds est géré, est comprise entre 0 et 7.

Les titres sélectionnés pourront être libellés dans une autre devise que l'euro, La couverture du risque de change sera systématique. Il peut toutefois exister un risque de change résiduel dû à une couverture qui n'est pas parfaite

Le gérant aura par ailleurs la possibilité de prendre des positions sur instruments financier à terme pour couvrir et/ou exposer le portefeuille aux risques actions, de taux et/ou de change.

Actifs (hors dérivés intégrés) :

- Actions :

Néant

- Obligations, titres de créances négociables et Instruments du marché monétaire : de 0 à 100 % de l'actif net du Fonds.

L'allocation entre les notations des différents émetteurs sera la suivante :

- de 0 % à 100 % de l'actif net en titres spéculatifs à haut rendement (« *High Yield* » : titres dont la notation est inférieure ou égale à « BBB- » selon l'agence de notation Standard & Poor's ou toute notation équivalente selon Moody's et Fitch) ;
- la sélection des titres sera limitée aux titres de notation supérieure à « B- » au moment de l'investissement;
- de 0 % à 100 % de l'actif net en titres non notés.

L'analyse de la qualité de crédit des titres ne repose pas exclusivement ou mécaniquement sur les notations de crédit émises par des agences de notation mais également sur l'analyse fondamentale des émetteurs qui est réalisée par la société de gestion. La notation s'apprécie lors de l'acquisition des titres.

Le risque de taux souverain fait l'objet d'une couverture réalisée de façon discrétionnaire selon les anticipations du gérant

Zone géographique du siège social des titres auxquels le FCP est exposé :

- de 0 à 100% de l'actif net en pays OCDE (toutes zones, dont minimum 50% de l'actif net en pays du continent européen)
- de 0 à 30% de l'actif net en pays hors OCDE

Répartition dette privée/dette publique : Le portefeuille du Fonds est investi en instruments de taux émis par des entités principalement privées. La dette privée représentera entre 50% et 100% de l'actif net du Fonds.

Le gérant pourra investir dans des obligations convertibles ou échangeables ou assimilées ayant pour sous-jacents des sociétés de petites et moyennes capitalisations. Il n'y aura ni répartition géographique, ni sectorielle prédéfinie.

Nature juridique des instruments utilisés : titres de créance de toute nature dont notamment des obligations convertibles et échangeable en actions, des obligations à bon de souscription d'action, des obligations classiques à taux fixe ou taux variable, des obligations financières, des obligations corporate hybrides, des obligations perpétuelles ...

Duration moyenne des titres de créances : 0 à 7,5 ans.

Niveau de risque crédit envisagé : élevé

- Actions ou parts d'autres OPCVM et/ou de FIA : jusqu'à 10 % de l'actif net du Fonds.

En vue de rémunérer sa trésorerie disponible, le Fonds peut être investi en parts et/ou actions d'OPCVM français ou européens et/ou de FIA à vocation générale ouvert à une clientèle non professionnelle, ou de FIA répondant aux conditions de l'article R.214-13 du Code Monétaire et Financier dont la classification est Monétaire et/ou Monétaire court terme.

Le Fonds peut notamment souscrire dans des actions ou parts d'OPC gérés par la Société de Gestion ou une société liée.

- Instruments dérivés :

Pour poursuivre l'objectif de gestion, le Fonds pourra investir sur les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré français ou étrangers.

Les engagements ne pourront excéder 100% de l'actif net.

Le gérant pourra investir sur les instruments dérivés suivants :

Nature des marchés d'intervention :

- ◆ Réglementés ;
- ◆ Organisés ;
- ◆ De gré à gré.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- ◆ Action ;
- ◆ Taux ;
- ◆ Change ;
- ◇ Crédit.

Nature des interventions : l'ensemble des opérations devant être limité à la réalisation de l'objectif de gestion.

- ◆ Couverture ;

- ◆ Exposition ;
- ◇ Arbitrage ;
- ◇ Autres nature (à préciser) ;

Nature des instruments utilisés :

- ◆ Futures ;
- ◆ Options ;
- ◆ Swaps ;
- ◆ Change à terme ;
- ◇ Dérivés de crédit ;
- ◇ Autres natures (à préciser) ;

La stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- ◆ Couverture du risque de taux (y compris la couverture du risque du taux souverain qui est mise en œuvre de façon discrétionnaire par le gérant en fonction de ses anticipations) ;
- ◇ Couverture du risque de crédit ;
- ◆ Couverture du risque actions ;
- ◆ Couverture du risque de change ;
- ◆ Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques ;
- ◇ Autres stratégies.

L'ensemble des opérations sera limité à la réalisation de l'objectif de gestion.

L'engagement issu des instruments dérivés et des dérivés intégrés pourra atteindre 100% de l'actif net.

Informations relatives aux contreparties des contrats dérivés négociés de gré à gré :

La sélection des contreparties est effectuée selon la procédure en vigueur au sein d'Altarocca AM disponible sur le site <http://www.altarocca-am-am.fr/informations-reglementaires> et repose sur le principe de sélection des meilleures contreparties situées dans l'OCDE.

Les contreparties éligibles aux dérivés de gré à gré peuvent être des établissements de crédits et/ou des entités de toute autre nature.

Ceci se traduit notamment par une double validation des contreparties par la direction d'AltaRocca AM ainsi que par le Comité de sélection et de suivi des contreparties. Il en résulte un nombre limité d'institutions financières avec lesquelles l'OPCVM négociera.

- Titres intégrant des dérivés :

Le gérant interviendra sur le risque de taux, crédit ou actions.

Il pourra prendre des positions en vue d'exposer le portefeuille.

Les éventuels titres intégrant des dérivés détenus en portefeuille seront les suivants :

- des bons et droits de souscription dans la limite de 10 % de l'actif net ;
- des obligations convertibles, échangeables et assimilées jusqu'à 100 % de l'actif net ;

L'ensemble des opérations sera limité à la réalisation de l'objectif de gestion.

- Dépôts :

Le Fonds pourra effectuer des dépôts pour la rémunération de la trésorerie dans la limite de 20 % de son actif net.

- Emprunts d'espèces :

Le Fonds pourra recourir aux emprunts d'espèces à titre temporaire à hauteur de 10 % de son actif net afin de réaliser l'objectif de gestion et d'assurer la gestion des flux de souscriptions/rachats.

- Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Néant

Informations relatives aux garanties financières :

Afin de réduire le risque de contrepartie découlant des opérations d'acquisition temporaires de titres et de l'exposition à des instruments financiers à terme, l'OPCVM pourra mettre en place des garanties financières avec les contreparties qui répondront aux critères d'exigences imposés par la société de gestion.

Les garanties financières pourront être reçues en numéraire et/ou en titres d'états.

Les garanties financières reçues en espèces seront détenues en dépôt conformément aux règles d'éligibilité applicables aux OPC et/ou investies de façon diversifiée dans des obligations d'Etat de haute qualité qui, lors de leur achat, présentent une notation émanant d'une agence de notation reconnue au minimum AA (Standard & Poor's, Fitch) ou Aa3 (Moody's), ou des notations équivalentes par d'autres agences de notation et/ou investies dans des OPC monétaires court terme et/ou utilisées aux fins de transactions de prise en pension.

Les garanties financières pourront également être reçues en titres d'états. Les titres ainsi reçus ou transmis en garantie pourront avoir une décote conformément aux critères établis :

- par les chambres de compensation pour les instruments financiers dont la compensation est obligatoire ; ou
- par la société de gestion conformément à la législation applicable pour les instruments financiers dont la compensation n'est pas obligatoire.

La décote sera basée notamment mais non exclusivement sur la notation des contreparties élaborée par des agences de notation ou par la société de gestion et la durée restant dû des titres.

- Contrats constituant des garanties financières : Néant

6. Profil de risque :

Le Fonds sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gérant dans le cadre de la stratégie d'investissement décrite au paragraphe précédent. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers sur lesquels le Fonds sera investi.

La valeur liquidative est susceptible de connaître une volatilité du fait des instruments financiers qui composent son portefeuille. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée.

Les principaux risques auxquels s'expose l'investisseur sont :

- Risque de perte en capital : Le Fonds ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

- Risque lié à la gestion discrétionnaire : Ce risque est lié au style de gestion qui repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que le Fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants ou sur les valeurs les plus performantes. La performance du Fonds dépend donc de la capacité du gérant à anticiper les mouvements de marché ou sur les valeurs. Ce risque peut engendrer une baisse de la valeur liquidative du Fonds et/ou une perte en capital pour le porteur.

- Risque lié à l'investissement dans des obligations convertibles : A mi-chemin entre les obligations et les actions, les obligations convertibles présentent la particularité d'introduire un risque action dans un instrument obligataire qui inclut déjà un risque de taux et de crédit. La volatilité des marchés actions étant supérieure à celle des marchés obligataires, la détention de ces instruments conduit à une augmentation du risque du portefeuille. La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

L'exposition du fonds aux obligations convertibles pourra atteindre 100% de l'actif net.

- Risque lié à l'investissement dans les titres spéculatifs à haut rendement : Ce Fonds doit être considéré comme en partie spéculatif et s'adressant plus particulièrement à des investisseurs conscients des risques inhérents aux investissements dans des titres dont la notation est basse ou inexistante et la liquidité plus réduite. Ainsi, l'utilisation des « titres spéculatifs jugés à haut rendement par la société de gestion (Titres « High Yield ») ou non notés par des agences de notation peut entraîner une baisse significative de la valeur liquidative du Fonds.

L'exposition du fonds aux titres jugés comme spéculatifs à haut rendement par la société de gestion pourra atteindre 100% de l'actif net du fonds.

- Risque de taux : Il correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des obligations et par conséquent une baisse de la valeur liquidative du Fonds. En règle générale, les cours des titres à revenu fixe augmentent lorsque les taux d'intérêt baissent et baissent lorsque les taux augmentent. Ainsi, en cas de hausse des taux d'intérêts, la valeur des actifs investis peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

- Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur ou, dans le cas extrême, de défaillance, ce qui aura un impact négatif sur le cours des titres de créances émis et donc sur la valeur liquidative du Fonds, pouvant entraîner une perte en capital pour le porteur. Le niveau de risque de crédit est variable en fonction des anticipations, des maturités et du degré de confiance en chaque émetteur, ce qui peut réduire la liquidité des titres de tel ou tel émetteur et avoir un impact négatif sur la valeur liquidative du Fonds, notamment en cas de liquidation par le Fonds de ses positions sur un marché au volume de transactions réduit.

- Risque de contrepartie : Il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement. Le Fonds pourra être exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments financiers à terme conclus de gré à gré avec un établissement de crédit. Le Fonds est donc exposé au risque que l'un de ces établissements de crédit ne puisse honorer ses engagements au titre de ces opérations, pouvant alors entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

- Risque de volatilité : Ce risque est lié à la propension d'un actif à varier significativement à la hausse ou à la baisse, soit pour des raisons spécifiques, soit du fait de l'évolution générale des marchés. Plus cet actif a tendance à varier fortement sur une courte durée, plus il est dit volatil et donc plus risqué. L'évolution de la volatilité de l'action sous-jacente a un impact direct sur la valeur de l'option de conversion des obligations convertibles. Une baisse de la volatilité peut provoquer une baisse des cours des obligations convertibles et par conséquent une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

- Risques liés à l'engagement sur des instruments financiers à terme et dérivés intégrés : Le Fonds peut utiliser les produits dérivés en complément des titres en portefeuille avec un engagement global de 100 % maximum de l'actif net. L'utilisation de ces instruments respecte la fourchette de sensibilité fixée. En cas d'évolution défavorable des marchés, la valeur liquidative du Fonds pourra être amenée à baisser.

- Risque liés à l'évolution de la composition de l'actif dans le temps :

Compte tenu de la stratégie d'investissement mise en œuvre, le profil de risque du Fonds varie dans le temps, au fur et à mesure que l'on s'approche de l'échéance de la période d'investissement. A l'ouverture, le Fonds est intégralement exposé aux différents facteurs de risque liés à la détention d'obligations et d'obligations convertibles qui composent le portefeuille. A l'approche de l'échéance de la période d'investissement, l'exposition à ces différents facteurs de risque décroît. Les investissements privilégiés seront en fonction des conditions de marché, les titres de créances, les mises en pensions et les OPC investissant dans des instruments du marché monétaire.

- **Risque pays émergents** : Ce risque est lié aux conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés émergents sur lesquels le Fonds est exposé, qui peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales et être affectés par divers types de perturbations (comme l'évolution de la fiscalité, de la stabilité politique ou un manque de liquidité temporaire sur ces valeurs). Ces perturbations peuvent entraîner des problèmes de règlement/livraison susceptibles d'avoir un impact sur les conditions de prix auxquelles le Fonds peut être amené à liquider des positions pouvant entraîner ainsi une forte baisse de la valeur liquidative du Fonds. Ce risque est limité à 30% de l'actif net du fonds.

Risques accessoires : ces risques sont accessoires car la gestion n'expose pas le Fonds au-delà de 10 % de son actif net.

Risque lié à la détention de petites et moyennes capitalisations : Le Fonds peut être exposé à des actions de petites et moyennes capitalisations. Les variations de leurs cours sont plus marquées à la hausse comme à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations, pouvant donc engendrer de fortes variations de la valeur liquidative du Fonds. Par ailleurs, le volume réduit de ces marchés peut présenter un risque de liquidité. Ce type d'investissement peut impacter la valorisation du Fonds et les conditions de prix auxquelles le Fonds peut être amené à liquider des positions, notamment en cas de rachats importants, voire à rendre impossible leur cession avec, pour conséquence, une possible baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Risque de change :

Le FCP peut investir dans des valeurs mobilières libellées dans des devises autres que la devise de référence. Le gérant couvrira systématiquement le risque de change. Il peut toutefois exister un risque de change résiduel dû à une couverture qui n'est pas parfaite. En conséquence la valeur liquidative du fonds peut baisser.

7. Garantie ou protection : Néant (ni le capital, ni un niveau de performance n'est garanti)

8. Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Le Fonds est ouvert à tous les souscripteurs souhaitant s'exposer aux marchés des obligations et des obligations convertibles sur la période d'investissement recommandée de 8 ans et capable d'assumer les pertes pouvant éventuellement résulter des stratégies mises en œuvre.

Les parts R et D sont plus particulièrement destinées aux personnes physiques.

Les parts I sont plus particulièrement destinées aux investisseurs institutionnels.

La durée minimale de placement recommandée s'étend jusqu'à l'échéance de chaque période d'investissement (soit pour la première période, le 31 décembre 2022).

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce Fonds dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer, vous devez tenir compte de votre patrimoine personnel, de vos besoins actuels et à un horizon de 8 ans minimum, mais également de votre souhait de prendre des risques ou au contraire, de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment vos investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce Fonds.

Cas des "U.S. Persons"

Les parts n'ont pas été, ni ne seront, enregistrées en vertu du U.S. Securities Act de 1933 (ci-après, "l'Act de 1933"), ou en vertu de quelque loi applicable dans un Etat américain, et les parts ne pourront pas être directement ou indirectement cédées, offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions), au bénéfice de tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (ci-après "U.S. Person", tel que ce terme est défini par la réglementation américaine "Regulation S" dans le cadre de l'Act de 1933 adoptée par l'Autorité américaine de régulation des marchés ("Securities and Exchange Commission" ou "SEC"), sauf si (i) un enregistrement des parts était effectué ou (ii) une exemption était applicable (avec le consentement préalable de la société de gestion du FCP).

Le FCP n'est pas, et ne sera pas, enregistré en vertu de l'U.S. Investment Company Act de 1940. Toute revente ou cession de parts aux Etats-Unis d'Amérique ou à une "U.S. Person" peut constituer une violation de la loi américaine et requiert le consentement écrit préalable de la société de gestion du FCP. Les personnes désirant acquérir ou souscrire des parts auront à certifier par écrit qu'elles ne sont pas des "U.S. Person".

La société de gestion du FCP a le pouvoir d'imposer des restrictions (i) à la détention de parts par une "U.S. Person" et ainsi opérer le rachat forcé des parts détenues, ou (ii) au transfert de parts à une "U.S. Person". Ce pouvoir s'étend également à toute personne (a) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (b) qui pourrait, de l'avis de la société de gestion du FCP, faire subir un dommage au FCP qu'elle n'aurait autrement ni enduré ni subi.

L'offre de parts n'a pas été autorisée ou rejetée par la SEC, la commission spécialisée d'un Etat américain ou toute autre autorité régulatrice américaine, pas davantage que lesdites autorités ne se sont prononcées ou n'ont sanctionné les mérites de cette offre, ni l'exactitude ou le caractère adéquat des documents relatifs à cette offre. Toute affirmation en ce sens est contraire à la loi.

Tout porteur de parts doit informer immédiatement le FCP dans l'hypothèse où il deviendrait une "U.S. Person". Tout porteur de parts devenant U.S. Person ne sera plus autorisé à acquérir de nouvelles parts et il pourra lui être demandé d'aliéner ses parts à tout moment au profit de personnes n'ayant pas la qualité de "U.S. Person". La société de gestion du FCP se réserve le droit de procéder au rachat forcé de toute part détenue directement ou indirectement, par une "U.S. Person", ou si la détention de parts par quelconque personne que ce soit est contraire à la loi ou aux intérêts du FCP.

Une Personne non Eligible est une "U.S. Person" telle que définie par la Regulation S de la SEC (Part 230 - 17 CFR 230.903). Une telle définition des "US Person" est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.sec.gov/about/laws/secrulesregs.htm>

"Être un bénéficiaire effectif" signifie généralement avoir un intérêt économique ou financier direct ou indirect dans un titre financier y compris entre les membres d'une même famille partageant le même logement. La règle 16a-1(a)(2) de l'U.S. Securities Exchange Act de 1934 qui inclut la définition légale exhaustive du concept de "bénéficiaire effectif" est disponible à l'adresse suivante : <http://www.sec.gov/about/laws/secrulesregs.htm> (Part 240 - 17 CFR 240.16a-1).

9. Affectation des sommes distribuables :

Part R et I : capitalisation du résultat net et des plus-values réalisées

Part D et ID : distribution du résultat net

10. Caractéristiques des parts :

(1) et (2) à l'exception de la Société de Gestion ou des fonds gérés par la Société de Gestion pour lesquels aucun minimum

Parts	Caractéristiques							
	Codes ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	VL d'origine	Montant minimum de première souscription	Montant minimum de souscriptions ultérieures	Décimalisation
Part R	FR0012243624	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux personnes physiques	100€	100€	1 millième	Millième
Part D	FR0012243632	Distribution	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux personnes physiques	100€	100€	1 millième	Millième
Part I (1)	FR0012243640	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs institutionnels	1000€	500 000€*	1 millième	Millième
Part ID (2)	FR0013042132	Distribution	Euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs institutionnels	1000€	500 000€*	1 millième	Millième
Part IXL	FR0013154473	Capitalisation	Euro	Investisseurs institutionnels	1000€	5 000 000€	1 millième	Millièmes

d'investissement n'est requis.

11. Modalités de souscription et de rachat :

Les demandes de souscription et de rachat sont reçues par BNP Paribas Securities Services chaque jour jusqu'à 12h00 (heure de Paris) et sont exécutées sur la base de la valeur liquidative de ce même jour datée de J. Chaque commercialisateur du Fonds doit donc faire parvenir à BNP Paribas Securities Services les ordres de souscription et/ou de rachat au plus tard à l'heure de centralisation. Tout ordre reçu postérieurement sera exécuté à la valeur liquidative suivante.

Les souscriptions et les rachats s'effectuent en millièmes de parts ou en montant.

Le Fonds sera fermé à la souscription le 31/08/2016 à 12h00.

La fermeture de la période de souscription pourra être avancée si le rendement moyen du fonds baisse de plus de 2% par rapport à la date de lancement du fonds.

Par ailleurs, dans le cas où le rendement instantané des titres en portefeuille venait, à ne pas baisser de plus de 1% ou à progresser, et si les conditions de liquidité du marché des obligations à caractère spéculatif « High Yield » le permettent, la période de souscription pourra être prolongée. L'annonce de prolongation de la période de souscription se fera par annonce publiée sur le site internet de la société de gestion www.altarocca-am.fr

L'annonce de la fermeture sera effectuée préalablement par insertion d'un avis sur le site internet de la Société de Gestion.

A compter de la fin de la période de souscription, seules pourront être transmises les souscriptions précédées d'un rachat effectuées le même jour pour un même nombre de parts, sur la même valeur liquidative et par un même porteur.

12. Organisme désigné pour recevoir les souscriptions et rachats :

BNP Paribas Securities Services – S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin 75002 Paris.
Adresse postale : Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère, 93500 Pantin.

13. Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est calculée quotidiennement, à l'exception des jours fériés français et des jours de fermeture des marchés français (application du calendrier d'EURONEXT Paris S.A.). Dans ce cas, la valeur liquidative sera calculée à la date du jour ouvré suivant.

Le calcul de la valeur liquidative est effectué en J+1 ouvré

Le règlement et la livraison des parts s'effectuent en J+2 ouvrés.

14. Méthode de calcul et de détermination de la valeur liquidative :

Les souscriptions et rachats sont traités à valeur liquidative inconnue. Les règles de détermination de la valeur liquidative sont détaillées dans le paragraphe « Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs ».

15. Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative :

La valeur liquidative du Fonds est disponible auprès de la Société de Gestion, **ALTAROCCA AM**, 15/19, avenue de Suffren – 75007 Paris.

16. Frais et commissions :

Commissions de souscriptions et de rachats :

Les commissions de souscriptions et de rachats viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Parts R, D, I et ID:

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux maximum Barème
Commission de souscription non acquise au Fonds	Valeur liquidative *nombre de parts	4 % max
Commission de souscription acquise au Fonds	Valeur liquidative *nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au Fonds	Valeur liquidative *nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au Fonds ⁽¹⁾⁽²⁾	Valeur liquidative *nombre de parts	Néant (1)

Les commissions de rachat acquises au Fonds ne seront pas imputées aux souscriptions précédées d'un rachat effectué le même jour pour un même nombre de parts, sur la même VL et par un même porteur.

(1) Néant sauf pendant la période de souscription si l'actif du fonds est supérieur à dix millions d'euros. Dans ce dernier cas, la commission de rachat acquise au fonds sera de 1%. De même, aucune commission de rachat acquise au FCP ne sera prélevée en cas de vendus/achetés/ transferts sur la même date de valeur liquidative (encours constants), entre les différentes catégories de part comprises dans le FCP (parts R, D, I, ID et IXL du FCP).

Frais de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse,...).

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de mouvement facturées au FCP.
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaire de titres.
- les frais indirects liés à l'investissement dans les OPC cibles (ils comprennent les frais de fonctionnement et de gestion indirects ainsi que les éventuelles commissions de souscription ou de rachat indirectes).
- Des commissions de surperformance : celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FCP a dépassé ses objectifs.

Pour plus de précisions sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie « Frais » du Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI).

Parts R, D, I et ID :

Frais facturés au Fonds	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Parts R : 1.10 % TTC maximum Parts D : 1.10% TTC maximum Part I et ID: 0.60% TTC maximum
Commission de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Obligations et obligations convertibles : 0.06% TTC du montant brut de la transaction
Commission de surperformance	Actif net	Une commission de surperformance de 10% est appliquée sur la différence positive entre la performance du FCP (nette des frais de gestion fixes) et une performance de 4.0% annuels prorata temporis

La période de référence pour le calcul de la commission de surperformance est de 12 mois. La période de référence est calquée sur l'exercice social du fonds. Toutefois, à titre exceptionnel, la première année, la commission de surperformance sera appréciée sur la période portant de la date de création du fonds à la date de clôture du premier exercice social.

La commission de surperformance fait l'objet, à chaque calcul de valeur liquidative et sur l'actif net du jour :

- d'une provision, en cas de surperformance, égale à 10% de la différence entre la performance du FCP et le seuil de 4.0% (prorata temporis).
- ou,
- d'une reprise de provision, plafonnée à hauteur des dotations effectuées, dans le cas d'une sous-performance du FCP par rapport à 4,0% (prorata temporis).

Les frais variables sont perçus à l'issue de la période de référence, si la performance du FCP est positive et supérieure au seuil de 4.0%.

La quote-part des frais variables correspondant aux rachats est définitivement acquise à la société de gestion. Elle sera perçue chaque fin de mois.

Part IXL :

Frais facturés au Fonds	Assiette		Taux barème
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net		0.50% TTC maximum
Commission de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction		Obligations et obligations convertibles : 0.06% TTC du montant brut de la transaction
Commission de surperformance	Actif net		Néant

Procédure de choix des intermédiaires : Les intermédiaires et contreparties sont sélectionnés par les équipes de gestion suivant un processus de mise en concurrence au sein d'une liste prédéfinie. Cette liste est établie selon des critères de sélection précis prévus dans la politique de sélection des intermédiaires de marché disponible sur le site Internet de la Société de Gestion.

IV - INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

La distribution du fonds est assurée par : PRIMONIAL - 15/19, avenue de Suffren – 75007 Paris

Les souscriptions et rachats de parts : les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées par BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES dont le siège sociale est situé au 3 rue d'Antin 75002 Paris (adresse postale : Grands Moulins de Pantin , 9 rue du débarcadère 93500 Pantin)

Le prospectus et le DICI du FCP ainsi que les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

ALTAROCCA AM

SAS

15/19, AVENUE DE SUFFREN – 75007 PARIS

Tél : +33 (0)1 44 21 72 93

Fax : +33 (0)1 44 21 70 23

Mail : contact@altarrocca-am.fr

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaire auprès de :

ALTAROCCA AM

SAS.

15/19, AVENUE DE SUFFREN – 75007 PARIS

Tél : +33 (0)1 44 21 72 93

Fax : +33 (0)1 44 21 70 23

Mail : contact@altarrocca-am.fr

La valeur liquidative peut être consultée auprès de :

ALTAROCCA AM

SAS

15/19, AVENUE DE SUFFREN – 75007 PARIS

Tél : +33 (0)1 44 21 72 93

Fax : +33 (0)1 44 21 70 23

Mail : contact@altarrocca-am.fr

La documentation commerciale du FCP est mise à disposition des porteurs au siège social de la société de gestion.

Information en cas de modification des modalités de fonctionnement du FCP :

Les porteurs sont informés des modifications apportées aux modalités de fonctionnement du FCP, soit individuellement, soit par voie de presse soit par tout autre moyen conformément à la réglementation en vigueur. Cette information peut être effectuée, le cas échéant, par l'intermédiaire d'Euroclear France et des intermédiaires financiers qui lui sont affiliés.

Information sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Les informations relatives aux critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (« ESG »), sont disponibles sur le site internet de la société de gestion et dans le rapport annuel de l'OPCVM.

Les informations sont également disponibles sur le site <http://www.altarrocca-am.fr/>

Le site de l'Autorité des marchés Financiers (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

V - REGLES D'INVESTISSEMENT

Ce FCP respectera les ratios réglementaires applicables aux OPCVM relevant de la directive européenne 2009/65/CE.

VI – RISQUE GLOBAL

Le risque global du Fonds est calculé selon la méthode de l'engagement.

VII - REGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- Les instruments financiers et valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché, selon les principes suivants :

- L'évaluation se fait au dernier cours de bourse officiel.

Le cours de bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotations européennes : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative

Places de cotations asiatiques : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative

Places de cotations nord et sud américaines : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative

Les cours retenus sont récupérés par le biais de diffuseurs : Fininfo ou Bloomberg.

En cas de non cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse connu est utilisé.

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

- les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la Société de Gestion à leur valeur probable de négociation.

En particulier, les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à trois mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.

- les contrats (les opérations à terme, fermes ou conditionnelles, ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré) sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la Société de Gestion.

La méthode d'évaluation des engagements hors bilan est une méthode qui consiste en une évaluation au cours de marché des contrats à terme fermes et en une traduction en équivalent sous-jacent des opérations conditionnelles.

Les opérations à terme, fermes ou conditionnelles sont évaluées au cours de compensation de la veille.

En cas de non cotation d'un contrat à terme ferme ou conditionnel, le dernier cours connu est retenu.

Les titres reçus en pension sont inscrits à leur date d'acquisition dans la rubrique « Créances représentatives des titres reçus en pension » à leur valeur fixée dans le contrat par la contrepartie du compte de disponibilité concerné. Pendant la durée de détention ils sont maintenus à cette valeur à laquelle viennent se rajouter les intérêts courus de la pension.

- Autres instruments : les parts ou actions d'OPCVM ou de FIA détenus sont évalués à la dernière valeur liquidative connue.

- Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de Gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Comptabilisation des revenus :

Les intérêts sur obligations et titres de créance sont calculés selon la méthode des intérêts courus.

Comptabilisation des frais de transaction : Les opérations sont comptabilisées selon la méthode des frais exclus

Comptabilisation des revenus :

Les intérêts sur obligations et titres de créance sont calculés selon la méthode des intérêts courus.

Date de publication du prospectus : 28 décembre 2017

REGLEMENT

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds (ou le cas échéant, du compartiment). Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du Fonds est de 99 ans à compter de sa constitution sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts : Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du Fonds.

Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- avoir une valeur nominale différente ;
- être assorties d'une couverture systématique de risque de change, partielle ou totale, définie dans le prospectus du Fonds.

Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts du Fonds ;

- être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Possibilité de regroupement ou de division des parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Conseil d'administration de la Société de Gestion en dixièmes, centièmes, millièmes ou dix-millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le Conseil d'administration de la Société de Gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du Fonds (ou d'un compartiment) devient inférieur à 300 000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la Société de Gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du fonds concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de Fonds peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du Fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le Fonds de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du Fonds (ou le cas échéant du compartiment) est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué (sur le compartiment concerné, le cas échéant)

Le fonds peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L.214-8-7 du code monétaire et financier dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant

maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus du fonds.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus du Fonds.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du Fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le Fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus du Fonds.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives et réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil de surveillance de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution des acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du Fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les 4 mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à disposition par la société de gestion.

TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9- Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

1) le résultat net de l'exercice augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP et le cas échéant de chaque compartiment majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

2) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées chaque année à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 10 - Fusion – Scission

La société de gestion de portefeuille peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés.

Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution – Prorogation

Si les actifs du Fonds (ou le cas échéant du compartiment) demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du Fonds (ou le cas échéant du compartiment).

La société de gestion de portefeuille peut dissoudre par anticipation le Fonds (ou le cas échéant, du compartiment) ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du Fonds (ou le cas échéant, du compartiment) en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion de portefeuille informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation du Fonds peut être décidée par la société de gestion de portefeuille en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion de portefeuille ou le dépositaire assume les fonctions de liquidateur, à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à, la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au Fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion de portefeuille ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.